
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 5 (1977)

DOI: 10.11588/fr.1977.0.48935

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

sions of Power in the Thirty-Seventh Senate«) sucht mit Hilfe von verschiedenen »power indexes« anhand von Parlamentsanträgen und -abstimmungen sowie Kommissionsaktivitäten die Verteilung von »Macht« bzw. Einfluß im amerikanischen Senat während der Anfangsjahre des Sezessionskrieges zu messen. William O. AYDELOTTE geht in seinem Beitrag »The Disintegration of the Conservative Party in the 1840s: A Study of Political Attitudes« der Frage nach, inwieweit bei der 1846 eintretenden inneren Spaltung der Partei das Votum über Aufhebung oder Beibehaltung der Corn Laws allein der bestimmende Faktor gewesen ist. Aufgrund seiner quantitativen Analyse der Abstimmungsergebnisse nach Partei- und Gruppenzugehörigkeit macht Aydelotte einsichtig, daß die Vorstellung von festgefügtten Blöcken der »Peelites« und der »Protectionists« nicht zutrifft, vielmehr in der Konservativen Partei abgesehen von der Corn-Law-Frage keine gravierenden ideologischen Konflikte bestanden.

J. Rogers und Ellen Jane HOLLINGWORTH (»Expenditures in American Cities«) analysieren mögliche Zusammenhänge zwischen sozioökonomischer Entwicklung und städtischer Finanzpolitik um die Jahrhundertwende. Ihr weitgestecktes Ziel ist es, in ähnlicher Weise die Bedeutung politischer Faktoren zu testen, um dann die Einwirkung sozioökonomischer und politischer Determinanten gewichten und gegeneinander abwägen zu können.

Der Beitrag von Robert William FOGEL und Jack L. RUTNER (»The Efficiency Effects of Federal Land Policy, 1850–1900: A Report of Some Provisional Findings«) befaßt sich mit der umstrittenen Frage nach den wirtschaftlichen Auswirkungen der staatlichen Landverkaufspolitik in den USA während der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts. Die Autoren beschränken sich ausschließlich auf den ökonomischen Aspekt, indem sie nach den möglichen Konsequenzen der Landpolitik für die Entwicklung des Volkseinkommens fragen. Während die bisherige Forschung gewöhnlich zu einem recht negativen Urteil über die staatliche Landpolitik auch hinsichtlich ihrer wirtschaftlichen Auswirkungen gelangt ist, kommen sie bei kritischer Überprüfung der Argumente im Licht moderner ökonomischer Theorie zu einer insgesamt durchaus positiven Wertung.

Daß in den vorgestellten Studien bisweilen auch die Freude am »Machbaren« und am Zahlenspiel zum Zuge zu kommen scheint, mindert nicht ihren Wert. Der Sammelband wird dem Anliegen der Herausgeber voll gerecht. Man möchte ihm eine weite Verbreitung wünschen.

Wolfgang v. HIPPEL, Mannheim

Heinz-Otto SIEBURG, *Geschichte Frankreichs*, Stuttgart (Kohlhammer-Verlag) 1975, 456 p.

L'auteur présente là une adaptation élargie du précis qu'il a déjà consacré à l'histoire générale de la France, dans ses »Grundzüge der französischen Geschichte«, parus en 1973. Il s'y assigne cette fois de dépasser les simples limites

de l'événementiel, en dessinant les grandes lignes du développement institutionnel, économique, social et spirituel de notre pays.

La longue expérience qu'en a acquise l'auteur de »Deutschland und Frankreich in der Geschichtsschreibung des 19. Jahrhunderts«, le désignait tout particulièrement à maîtriser la tâche, toujours difficile, d'aussi vastes synthèses. Chacun appréciera donc la clarté et la solidité de cet ouvrage, non moins que son objectivité – presque . . . irritante, là où le lecteur (notamment en matière de relations franco-allemandes) guetterait le plus volontiers quelque parti-pris . . ., auquel il pourrait commodément opposer les siens. Tout au plus cette sérénité se nuance-t-elle – et cela est bien ainsi – de l'évidente sympathie de l'auteur pour le pays dont il traite, et où il n'hésite pas à saluer en Paris »la capitale mondiale de la civilisation« (p. 417).

Optant pour un plan strictement chronologique, le livre s'articule en cinq parties: Moyen-Age (843–1483), Temps Modernes (1483–1789), Ere révolutionnaire et impériale (1789–1815), De la Monarchie restaurée à la République (1815–1871), France contemporaine (1871–1975). Chacune de ces périodes se subdivise elle-même en trois à cinq sections, non moins rigoureusement successives et datées. Le lecteur tient ainsi un fil conducteur aisé, certes, mais donnant encore, malgré tout, une part privilégiée à l'événementiel, par rapport aux aspects structurels et aux courbes à long terme, lesquelles se dessinent de la sorte en pointillé, dans l'enchaînement des périodes distinguées. A l'intérieur de chacune de celles-ci, ce n'en est pas moins l'une des réussites les plus marquantes de l'auteur, d'avoir su synthétiser avec beaucoup d'aisance les divers aspects du réel. Ainsi s'offre une suite de tableaux très vivants, dont chacun se suffit en quelque sorte à lui-même pour mettre le lecteur au fait, et dans le climat de l'époque considérée.

Parmi les meilleures pages du livre – et sans être par là limitatif – citons notamment l'évocation des bases sociales de la monarchie féodale, – les différentes étapes où l'on voit se ramifier l'organigramme institutionnel de l'Ancien régime, – l'insertion de l'*honnête homme* dans les formes du *grand siècle*, – l'ample analyse de la pensée des *Lumières*, – les fastes de la Belle Epoque, – sans oublier maints portraits – tels Richelieu, Talleyrand etc. . . – que l'auteur prend un soin particulier à camper.

Au-delà du plan des faits, H.-O. Sieburg parvient de surcroît à glisser les éléments d'une psychologie interprétative de l'histoire de France. Ses notations à cet égard insistent sur la bipolarité d'un destin qui fit à la fois de notre pays le modèle de l'*Etat national*, et le porteur d'un message *universaliste*, d'ailleurs souvent reconnu hors de ses frontières, que ce soit sous le visage chrétien de la Fille aînée de l'Eglise et de la Royauté Très-Chrétienne, ou sous la forme de l'humanisme laïque issu des *Lumières* (p. 9–11 et passim). Et à la suite de R. v. Albertini, l'auteur suggère avec pertinence que cette antinomie se dénoue dans la nature propre du concept français de *peuple*, tel qu'on peut l'opposer, au moins depuis le XVIIIe siècle, au concept allemand, plus ethno-linguistique, de *Volk*. Le peuple est en effet, en France, la communauté nationale perçue prioritairement à l'échelle de ses masses, exclusion faite des »privilégiés«. Partant, il

est en même temps le support possible d'une exaltation nationaliste (la *Grande nation*), et le levier d'un mouvement social libérateur dépassant le cadre français (p. 255, 279 et passim).

Le niveau de l'ouvrage de H.-O. Sieburg dispensera de s'attarder ici aux points de détail occasionnellement susceptibles d'être réajustés. Pour satisfaire au rôle du critique, l'on se permettra seulement les deux remarques suivantes. Tout d'abord, certains pourront regretter que l'auteur ait accordé une place relative aussi généreuse aux »Temps contemporains« (aus sens français du terme), qui occupent à eux seuls près des deux tiers du livre, faisant corollairement la part un peu chiche aux siècles antérieurs à 1789 . . . Un problème de dosage analogue se pose – en termes pour ainsi dire inverses – à propos des références et de la sélection bibliographique finale. Une très large place y est faite à certaines autorités reconnues, mais déjà anciennes (Lavissee, Hanoteaux, Seignobos, Sée, Bloch etc. . .), voire moins reconnues (Bainville, Maurois etc. . .). L'Histoire économique de la France de H. Sée, fréquemment citée, a tout de même été largement renouvelée depuis sa parution, ne serait-ce que par celle de F. Braudel & E. Labrousse. Et les contributions d'A. Bailly et P. Gaxotte à l'étude de la France de Louis XIV ne semblent pas dispenser de signaler celles de P. Goubert ou de R. Mandrou. En un mot, disons que la bibliographie de l'ouvrage gagnerait à s'étendre en direction des travaux les plus récents et les plus spécifiques de la science historique française. Est-il besoin de préciser que cette remarque, faite ici pour mémoire, demeure d'une portée accessoire dans le cas d'un ouvrage de grande synthèse, visant avant tout – comme il y est excellemment parvenu – à rendre compte des acquits essentiels les plus indiscutés de notre historiographie.

Jean-François NOËL, Paris

Michael HOWARD, *War in European History*, London-Oxford-New York (Oxford University Press) 1976, 165 S.

In einem schmalen Bändchen unternimmt es der angesehene englische Militärhistoriker, die Rolle der Kriegführung in der europäischen Geschichte vom Mittelalter bis in unsere Tage zu umreißen. In außerordentlich geistvoller und anregender Art versteht er es, die Hauptelemente der Kriegskunst der verschiedenen Zeitalter und ihren innigen Zusammenhang mit der jeweiligen gesellschaftlichen, politischen und wirtschaftlichen Realität aufzuzeigen. Wie sehr diese verschiedenen Faktoren das Wesen der Kriegführung bedingen, ja wie selbst so scheinbar rein militärtechnische Dinge wie Taktik und Strategie von ihnen beeinflusst werden, das zeigt er sehr eindrucksvoll an dem Wandel in der Kriegführung auf, wie er von der Zeit des Dreißigjährigen Krieges bis zur Französischen Revolution sich abspielte.

Denn – wenn man von bestimmten, aber nicht einschneidenden Verbesserungen in der Waffentechnik absieht, wie dem Ersatz des Luntenschlosses durch das